

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE [\(ici\)](#)

Immobilier: l'activité du secteur immobilier ralentit en août : l'investissement immobilier a crû de +9,3 % en g.a en août contre +13,2% en juillet ; la construction de logements neufs a augmenté de +26,6% contre +32,4 % en juillet; les prix des logements neufs continuent d'accélérer alors que des inquiétudes persistent dans le débat public autour d'un risque de bulle immobilière

ECONOMIE GENERALE [\(ici\)](#)

Politiques économiques: le premier ministre Li Keqiang réaffirme la volonté des autorités de poursuivre les réformes d'ouverture et de restructuration lors de son discours d'ouverture du forum économique mondial (WEF) de Tianjin

Endettement: Le ratio d'endettement (debt to assets) des entreprises privées augmente à 55,8% fin juin 2018 contre 51,6% fin 2017 selon le NIFD

SOE/ Désendettement: Le Conseil des affaires d'Etat appelle les entreprises d'Etat à réduire leur ratio d'endettement de 2 points de pourcentage d'ici 2020

BANQUE ET FINANCE [\(ici\)](#)

Crédit à la consommation: le CITIC Trust est devenu la première société de fiducie à établir une société de crédit à la consommation en Chine continentale

Dépôts: le taux de croissance des dépôts de ménages chinois est tombé de 18 % à 7 % au cours de la décennie 2008-2018 ; le solde des dépôts tous agents confondus dans les institutions financières chinoises a augmenté de 8,3 %, ce qui constitue la plus faible progression depuis 40 ans

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

Relations US-Chine: annonce des contre-mesures chinoises définitives sur 60 Mds USD d'importations américaines

World Economic Forum de Tianjin: discours d'ouverture du Premier ministre Li Keqiang

Surcapacités: La Chine présente ses « résultats positifs » dans la réduction des surcapacités dans l'acier lors du GFSEC

CLIMAT DES AFFAIRES [\(ici\)](#)

UE-Chine : publication du Position Paper 2018/2019 de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine

US-Chine: enquête de l'US - China Business Council sur le climat des affaires et l'impact de la guerre commerciale sur les entreprises américaines

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

Cybersécurité: Huawei fait l'objet d'une analyse de sécurité nationale au Canada

Electronique: Alibaba, leader chinois du e-commerce, lance une filiale spécialisée dans les semi-conducteurs

Distribution hors ligne: JD.com accélère le déploiement de ses épiceries franchisées

Administration: le Conseil des affaires de l'État précise les modalités de réorganisation de ses administrations en charge de la santé et des technologies

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS [\(ici\)](#)

Développement durable: Discussions au World Economic Forum

Energie : Le Président de l'Administration nationale de l'énergie (NEA) appréhendé pour corruption

Energie : Hausse des cours du pétrole en Chine

Transports : Présentation du savoir-faire ferroviaire chinois à Innotrans, en Allemagne

HONG KONG ET MACAU [\(ici\)](#)

Gestion des terres: un enjeu pour le développement économique à Hong Kong

Transport : le TGV entre Hong Kong et Canton débutera ses opérations pour le public le 23 septembre

CONJONCTURE

Immobilier : l'activité du secteur immobilier ralentit en août : l'investissement immobilier a crû de +9,3 % en g.a en août contre +13,2% en juillet ; la construction de logements neufs a augmenté de +26,6% contre +32,4 % en juillet; les prix des logements neufs continuent d'accélérer alors que des inquiétudes persistent dans le débat public autour d'un risque de bulle immobilière

Les ventes immobilières et le total des surfaces vendues ont crû de respectivement +15,2 % et +2,4 % en glissement annuel (g.a.) en août 2018 contre respectivement +14,2 % et +9,2 % en juillet.

Dans le détail, le prix moyen de ventes des logements neufs a augmenté de +7 % en g.a pour les 70 plus grandes villes contre +5,8 % en juillet. Il s'agit du 40ème mois consécutif de hausse des prix et de l'accélération mensuelle en g.a. la plus forte depuis août 2017.

Sur base mensuelle, les prix des logements neufs ont augmenté de +1,4 % en glissement mensuel (g.m), contre +1,1 % en juillet — plus forte hausse mensuelle depuis octobre 2016. Par ailleurs, 67 (sur 70) villes ont enregistré une hausse mensuelle des prix, contre 65 villes en juillet.

La moyenne des prix des 4 villes de premier rang s'accélère légèrement en août à +0,3 % en août en g.a. contre +0,2 % en juillet, tirée par la ville de Guangzhou. Effectivement, Guangzhou a connu l'accélération la plus forte à 3,3% en g.a. en août contre +0.6% en juillet, suivi par Shenzhen à +0.3% (contre +0,5% en juillet), puis par Pékin à 0.2% (contre 0,2% en juillet) et les prix à Shanghai continuent de baisser légèrement à -0.2% (contre -0.1% en juillet).

Les investissements dans le logement (housing development), qui représentent 70,7% du total des investissements immobiliers au cours des huit premiers mois de l'année, ont augmenté de +14,1 % sur les 8 premiers mois après une hausse de +14,2 % sur les 7 premiers mois. L'investissement immobilier a crû de +9,3 % en g.a (contre +13,2% en juillet).

Pour mémoire, en vue de freiner cette dynamique des prix des logements, les autorités mettent en place des politiques de court terme qui comprennent des contraintes supplémentaires à l'achat, un renchérissement des crédits immobiliers et des contraintes à la revente. Néanmoins, les autorités ont de plus en plus de mal à les mettre en place, notamment à cause d'une dichotomie de plus en plus importante entre les villes de rang 1 et 2 et celles de rang 3 et 4. Par ailleurs, selon le FMI, le marché de l'immobilier serait devenu moins sensible à ces politiques, entraînant une baisse de l'efficacité de ces mesures réglementaires.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Politiques économiques : le premier ministre Li Keqiang réaffirme la volonté des autorités de poursuivre les réformes d'ouverture et de restructuration lors de son discours d'ouverture du forum économique mondial (WEF) de Tianjin

La cérémonie d'ouverture du 12^{ème} Forum économique mondial de Tianjin, intitulé « *Summer Davos* », a été marquée par un discours du Premier ministre chinois Li Keqiang. Une partie du discours a été entièrement consacrée au « développement économique de la Chine et aux tendances politiques dans le contexte international actuel ». Concernant les politiques de soutien à l'activité économique, celui-ci a en premier lieu réaffirmé « qu'il n'y a pas de raison pour que la Chine recoure à des plans de relance massifs » (*no reason why China should use massive stimulus*) et que le gouvernement continuera à mettre en place des « mesures préventives et de réglage fin (*fine-tuning*) ». Par ailleurs, le Premier ministre a annoncé que « la stabilité de l'emploi est une priorité absolue » et que le gouvernement « améliorera le système en vigueur de façon à placer l'emploi en premier et développera de véritables mécanismes de promotion et de sécurité de l'emploi ». Du côté de la politique budgétaire, Li Keqiang promet de nouvelles « réductions d'impôts et de taxes (*fees*) », conjuguée à une politique monétaire « prudente » qui maintiendra une liquidité raisonnablement abondante », en vue de stimuler la demande intérieure. Par ailleurs, le Premier ministre a répondu aux attaques, notamment du Président américain, concernant la dépréciation du RMB et a affirmé que celle-ci n'était pas intentionnelle. En outre, il a précisé qu'« une dépréciation persistante de la devise chinoise serait plus préjudiciable que bénéfique à l'économie chinoise. »

Le discours du Premier ministre s'est achevé sur plusieurs annonces concernant en premier lieu les réformes d'ouverture, puis les efforts en termes de restructuration et finalement le secteur de l'innovation. Li Keqiang promet d'améliorer l'environnement des affaires pour les entreprises étrangères pour leur permettre d'« être traitées comme les égales des entreprises chinoises ». Pour cela, le gouvernement s'engage à « améliorer l'accès au marché », « augmenter la transparence des politiques », à « assurer une régulation plus équitable et impartiale » et à « parfaire la convergence avec les règles internationales du commerce ». Par ailleurs, il souligne que le « Chine poursuivra une politique de restructuration », que l'accent sera mis sur la consommation et que l'investissement en infrastructure, « efficace et raisonnable », sera stabilisé. Cette annonce fait écho aux publications des chiffres officiels de l'investissement (FBCF), au plus bas en août depuis le début de la série en 2014 (à +5,3 % en g.a. sur les 8 premiers mois, contre +5,5% sur les 7 premiers mois) et à la volonté des autorités de poursuivre leur politique de désendettement et de soutenir davantage le secteur productif.

Endettement : Le ratio d'endettement (*debt to assets*) des entreprises privées augmente à 55,8% fin juin 2018 contre 51,6% fin 2017 selon le NIFD

L'Institut national pour la finance et le développement (*National Institution for Finance and Development*, NIFD, un think tank ayant l'appui du gouvernement) a publié le 18 septembre son rapport trimestriel concernant les avancées en terme de désendettement en Chine (*China Deleveraging Progress Second Quarter Report*). Le rapport indique que le ratio d'endettement des entreprises privées est passé de 55,8% fin juin 2018 contre 51,6% fin 2017. Les auteurs du rapport ont expliqué cette dégradation par deux facteurs principaux : l'augmentation des coûts de financement et la diminution de la profitabilité. Toujours selon ce rapport, le resserrement du crédit pour les entreprises privées est la conséquence directe de la politique de désendettement et d'assainissement du secteur financier, ciblant particulièrement les activités hors-bilan des banques et de *shadow banking*, pénalisant ainsi les entreprises privées qui ont des accès limités aux prêts bancaires.

Selon le NIFD, les entreprises privées ont compensé cette augmentation des taux d'intérêt, tirée par le resserrement du crédit, par une accélération de l'utilisation des bénéfices cumulés, réduisant alors le montant total de leurs actifs. La baisse des profits est quant à elle attribuée à la lutte du gouvernement contre les surcapacités industrielles, qui a conduit à une augmentation des prix des produits de base — et donc à une hausse des coûts de production pour ces entreprises situées en aval de la chaîne industrielle (contrairement aux principales entreprises d'Etat, cf brève ci-dessous). Ainsi, si le total des passifs des entreprises industrielles privées a baissé de -0.3% au S1, le total des actifs a baissé de -7,8%.

SOE/ Désendettement : Le Conseil des affaires d'Etat appelle les entreprises d'Etat à réduire leur ratio d'endettement de 2 points de pourcentage d'ici 2020

Le 13 septembre 2018, le Conseil des affaires d'Etat a publié de nouvelles directives sur son site internet concernant les entreprises d'Etat. Celles-ci sont encouragées à réduire leur ratio d'endettement de 2 points de pourcentage d'ici 2020, en prenant comme référence les ratios de fin 2017, renforçant ainsi l'engagement des autorités de poursuivre leur politique de désendettement. Néanmoins, ces lignes directrices ne définissent pas les moyens qui seront mis en œuvre pour atteindre cet objectif. Par ailleurs, elles précisent que « les mécanismes de supervision et de contrôle de la croissance de la dette seront améliorés », et que « des frontières plus claires seront définies entre la dette publique et la dette des entreprises ».

Pour rappel, la SASAC avait annoncé en septembre que les autorités allaient imposer des restrictions plus strictes en termes d'emprunts pour les entreprises d'Etat industrielles contrôlées par le gouvernement central si leur ratio actifs/passifs dépassait les 70%. Par ailleurs, le NIFD a publié le 18 septembre les chiffres des ratios d'endettement des entreprises d'Etat (cf brève ci-dessus) révélant que ce ratio serait tombé à 65 % fin juin 2018 contre 65,7% fin 2017. Cette baisse est attribuée à une accélération plus rapide des actifs par rapports aux passifs (+12, 8% pour les actifs contre +11, 4% pour les passifs), notamment engendrée par une hausse des profits. Toujours selon le NIFD, ceux-ci auraient été tirés artificiellement par une hausse des prix liée aux campagnes contre les surcapacités et la pollution qui ont conduit à un resserrement de l'offre de produits industriels.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE, FINANCE

Crédit à la consommation : le CITIC Trust est devenu la première société de fiducie à établir une société de crédit à la consommation en Chine continentale

Le *Kingdee International*, société de logiciels à Hong Kong, a annoncé le 14 septembre que le régulateur des banques et des assurances (CBIRC) avait approuvé l'établissement de *CITIC Consumer Finance*. Cette société à la consommation aura un capital social de 300 M RMB, dont 35,1 % détenu par le CITIC Group. Le CITIC Trust et le *Kingdee International* détiennent respectivement 34,9 % et 30 %. Il convient de noter que CITIC Trust est la première société de fiducie à initier le lancement d'une société de crédit à la consommation en Chine continentale.

Ensuite, le 15 septembre, la *China Everbright Bank* a annoncé la signature d'un accord de coentreprise avec la CYTS, une des trois grandes agences de voyages chinoises, et l'*O-Bank*, anciennement nommée *Industrial Bank of Taiwan*, pour la création de *Beijing Yangguang Consumer Finance*. Selon l'annonce, *Beijing Yangguang* aura un capital de 1 Md RMB, auquel la *China Everbright Bank* contribuera à hauteur de 60 % ; la CYTS et l'*O-Bank*, chacune d'entre elles apportera 200 M RMB.

Pour information, jusqu'en mai 2018, 26 entreprises ont obtenu la licence de crédit à la consommation depuis la publication des « Mesures administratives sur les sociétés de crédit à la consommation » par le régulateur des banques (CBRC) en 2009, avec environ 90 % d'entre elles affiliées à des banques.

Dépôts : le taux de croissance des dépôts de ménages chinois est tombé de 18 % à 7 % au cours de la décennie 2008-2018 ; le solde des dépôts tous agents confondus dans les institutions financières chinoises a augmenté de 8,3 %, ce qui constitue la plus faible progression depuis 40 ans

Les dernières données publiées par la banque centrale chinoise (PBoC) indiquent une forte baisse du taux de croissance des dépôts des ménages chinois au cours des dix dernières années.

Dans le détail, le solde des dépôts dans les institutions financières chinoises a enregistré un taux de croissance à 8,3% en glissement annuel (g.a.) en août 2018, marquant la première fois depuis 1979 un fléchissement en-deçà de 9%. En outre, les dépôts des ménages ont augmenté de 346,3 Mds RMB en août, contre 290 Mds RMB en juillet. Néanmoins, selon un rapport publié par *Beijing Youth Daily*, le taux de croissance des dépôts de ménages chinois est tombé de 18 % à environ 7 % au cours de la décennie 2008-2018. Cette baisse s'explique notamment par le ralentissement de la croissance des revenus dans le contexte de la décélération de l'économie chinoise, ainsi que par la consommation accélérée et le niveau d'endettement immobilier accru. Outre ces facteurs, l'achat de produits de gestion de fortune (*wealth management products*) bancaires absorbe également une part significative du revenu disponible des ménages chinois. Plus précisément, l'encours de WMP bancaires achetés par les ménages a augmenté de 1340 Mds RMB en un an à 16 880 Mds RMB fin 2017, alors que le revenu disponible par habitant des résidents était de 25 974 RMB.

Pour information, malgré le resserrement des nouvelles réglementations sur la gestion d'actifs, selon les données publiées par le régulateur des banques et des assurances, l'encours de WMP était de 21 trillion de RMB à la fin de juin 2018.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US-Chine : annonce des contre-mesures chinoises définitives sur 60 Mds USD d'importations américaines

La Chine a publié, mardi 18 septembre, la liste définitive de produits américains visés par des contre-mesures aux tarifs américains imposés sur 200 Mds USD d'importations chinoises (voir brèves de la semaine du 10 septembre). Couvrant 60 Mds USD d'importations américaines, les droits de douane supplémentaires s'échelonnent entre 5% sur 1636 lignes tarifaires (hélicoptères, avions de petite taille et de taille moyenne, instruments médicaux, parties automobiles, machines agricoles, etc.) et 10% sur 3571 types de produits (gaz naturel liquéfié, produits agricoles, chimie, etc.). Les contre-mesures chinoises entreront en vigueur le lundi 24 septembre à 12h01, heure de Pékin, soit une minute après la mise en place des tarifs américains. Alors que l'administration américaine prévoit un passage des tarifs à 25% au 1^{er} janvier 2019, le Mofcom précise que « *la Chine répondra en conséquence [...] si les États-Unis persistent dans leur volonté d'augmenter les tarifs* ». Interrogé en conférence de presse sur une potentielle reprise des discussions sino-américaine, le porte-parole du ministre des Affaires étrangères (Waijiaobu), M. Geng Shuang a estimé que « *le dialogue sur une base d'égalité, de bonne foi et de respect mutuel constitue la seule issue aux problèmes commerciaux [...] Tout ce que font les États-Unis jusqu'à maintenant ne donne pas une impression de sincérité ou de bonne foi* ». Le MOFCOM juge également que les tarifs américains toucheront à 50% des entreprises à capitaux étrangers implantées en Chine. Le tabloïd nationaliste *Global Times* a renchéri, citant un expert : « *impossible que la Chine accepte une reprise des négociations* ».

World Economic Forum de Tianjin : discours d'ouverture du Premier ministre Li Keqiang

Intervenant en ouverture du World Economic Forum de Tianjin, mercredi 19 septembre, le Premier ministre Li Keqiang a consacré une partie de son discours à l'évocation des tensions commerciales en cours, répétant le message chinois – habituel depuis le Forum de Davos en janvier 2017 – de soutien au libre-échange et à l'ordre commercial multilatéral fondé sur les règles. M. Li a toutefois concédé que « *certaines règles de l'OMC doivent être améliorées* », appelant à « *tous s'asseoir autour de la table en tant qu'égaux pour trouver des solutions* » (par opposition à « *la prise de mesures unilatérales qui ne résoudront aucun problème* »). Le Premier ministre chinois a fixé trois conditions à la réussite des négociations sur la réforme de l'OMC : que « *les principes fondamentaux du libre-échange soient respectés* » ; que « *les intérêts et inquiétudes de toutes les parties soient pris en compte* », et qu'un « *consensus le plus large possible soit construit* ». Li Keqiang a également souligné l'interdépendance entre le Chine et l'étranger – « *40% des exportations chinoises de biens et les deux tiers de ses exportations de produits high-tech proviennent d'entreprises étrangères* » - et rappelé certaines mesures récentes d'ouverture aux investisseurs étrangers ou de réduction des droits de douane. Selon *Bloomberg*, de nouvelles mesures de réduction tarifaire sont prévues pour le mois d'octobre. Enfin ailleurs, en réaction à une critique américaine récurrente, Li Keqiang a affirmé que la Chine « *ne s'engagerait pas dans une dévaluation compétitive* » pour stimuler ses exportations.

[Le discours de Li Keqiang](#)



Surcapacités : La Chine présente ses « résultats positifs » dans la réduction des surcapacités dans l'acier lors du GFSEC

Le 20 septembre 2018, la 2^{ème} réunion ministérielle du forum mondial sur les surcapacités de production d'acier (le GFSEC) a eu lieu à Paris, avec une délégation chinoise dirigée par M. Ren Hongbin, Ministre assistant du Mofcom. Selon un communiqué de Mofcom publié le 21 septembre, lors de la réunion, la Chine a jugé que la surcapacité est un problème universel, cyclique, et structurel dans le développement économique, et que les pays développés de l'Occident ont aussi eu des problèmes de surcapacité dans l'histoire. Les surcapacités actuelles, selon la délégation chinoise, sont causées par la récession économique mondiale suite à la crise financière en 2008. Pour le Mofcom, les surcapacités ont déjà été substantiellement réduites grâce à la reprise économique mondiale et grâce à la réaction de la Chine et des autres pays producteurs d'acier. La délégation chinoise a aussi souligné qu'elle avait pris des mesures concrètes pour réduire les surcapacités. Entre 2016 et 2017, la Chine aurait réalisé une réduction de 120 million tonnes d'acier à travers une approche basée sur le marché et le droit - le nombre des ouvriers qui devaient être réinsérés était 272,000, plus que le nombre d'emplois sidérurgiques aux USA, au Japon, et à l'UE combinés. En 2018, la Chine devrait en plus réduire 30 million tonnes de capacité d'acier brut.

[Le communiqué](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

UE-Chine : Publication du *Position Paper 2018/2019* de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine

La Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine a publié, mardi 18 septembre son *Position Paper 2018-2019*, présenté comme la « *pierre angulaire des efforts de plaidoyer* » de l'organisation, qui comporte 1600 entreprises membres. Le rapport de 394 pages contient plus de 800 recommandations à l'intention des autorités chinoises. Pour le Président de la Chambre, Mats Harborn, « *bien que l'escalade tarifaire américaine représente une réponse brutale et déconcertante aux défauts du processus de réforme de la Chine, celle-ci reste fondée sur des inquiétudes qui sont partagées par les autres puissances économiques, comme l'Union européenne* », citant par exemple les transferts forcés de technologie, l'absence de réciprocité en matière d'investissement, ou encore la manière dont l'initiative *China Manufacturing 2025* est mise en œuvre.

Plus précisément, le rapport de la Chambre identifie 14 problématiques transversales :

- 1) l'accès aux licences, notamment dans le secteur financier ou des assurances ;
- 2) la complexité et la lenteur des procédures administratives, par exemple en matière de recrutement et de ressources humaines ;
- 3) le déficit de consultation des autorités avec les acteurs économiques ;
- 4) le caractère flou des nouvelles dispositions en matière de cybersécurité ;
- 5) les défis relatifs à la protection des droits de propriété intellectuelle et d'accès aux dispositifs de soutien à la R&D ;
- 6) les barrières, formelles ou informelles, à l'accès au marché ;
- 7) l'incohérence des réglementations, notamment au niveau interministériel ;
- 8) la fermeture des marchés publics, y compris dans le cadre des projets estampillés « Belt and Road Initiative » (le rapport cite un rapport du *Center for Strategic and International Studies* de janvier 2018, selon lequel 89% des projets BRI sont attribués à des entreprises chinoises) ;
- 9) la domination des entreprises d'Etat « *au point que les forces du marché sont supprimées* » ;
- 10) l'inadéquation des normes et standards chinois par rapport aux meilleures pratiques internationales ;
- 11) l'opacité des processus d'élaboration des standards et des critères d'approbation de produits, par exemple dans le secteur agricole ;
- 12) l'ambiguïté du cadre réglementaire et une mise en œuvre aléatoire des règles, notamment en matière de politique environnementale ;
- 13) l'inégalité de traitement, *de jure* et *de facto*, entre entreprises chinoises et entreprises étrangères, par exemple dans le domaine des voitures à énergie nouvelle ;
- 14) la situation des PME, pour lesquelles les problèmes soulevés plus haut revêtent tous une importance accrue.

Les autorités chinoises n'ont pas réagi au *position paper* de la Chambre. Néanmoins, le quotidien nationaliste *Global Times* a fustigé la « *logique erronée et biaisée* » du rapport – « *écrit de la perspective d'entreprises issues de pays développés faisant face à une concurrence accrue et perdant des parts de marché* » - qui omet les « *incroyables succès de la Chine au cours des 40 dernières années* », desquels « *les entreprises européennes ont pleinement bénéficié* ».

[Le position paper de la Chambre de commerce de l'Union européenne](#)



US-Chine : enquête de l'US - China *Business Council* sur le climat des affaires et l'impact de la guerre commerciale sur les entreprises américaines

Le *US-China Business Council* – organisation industrielle de 200 membres représentant les entreprises américaines actives en Chine - a publié, mardi 18 septembre, une étude sur la perception par ses membres du climat des affaires en Chine. Les entreprises interrogées – l'enquête a eu lieu au mois de juin - érigent en premier défi l'état des relations sino-américaines : 73% d'entre elles estiment que leurs activités sont affectées par la guerre commerciale, non seulement à travers l'imposition de tarifs croisés mais également du fait de la promesse chinoise d'opposer des contre-mesures « *qualitatives* » aux tarifs américains. En effet, 28% des entreprises américaines interrogées disent faire face à un contrôle plus scrupuleux de la part des autorités chinoises ; 6% témoignent avoir subi des pertes liées à l'inquiétude de clients chinois à l'idée de faire des affaires avec une entreprise américaine. Le second défi prioritaire des entreprises américaines sur le marché chinois est lié à la concurrence des entreprises domestiques, du fait notamment des avantages dont bénéficient les entreprises d'Etat (39% des entreprises interrogées disent avoir connaissance directe d'avantages tangibles reçus par les entreprises d'état). Le troisième défi prioritaire concerne l'attribution des licences et autres formes d'approbations administratives : interrogées sur l'existence de « *signes de protectionnisme en Chine* », 58% des entreprises américaines citent la question des licences.

[L'enquête du *US-China Business Council*](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Cybersécurité : Huawei fait l'objet d'une analyse de sécurité nationale au Canada

Huawei, le leader chinois des équipements de télécommunications, fait l'objet d'une « analyse de sécurité nationale » lancée par le gouvernement canadien. A l'occasion d'une communication publique, le 18 septembre, le Ministre de la sécurité publique, M. Goodale, a précisé qu'il s'agissait d'une enquête interministérielle. Le groupe de Shenzhen n'a pas immédiatement réagi à cette annonce.

Ces dernières semaines, les Etats-Unis (août 2018), l'Australie (août 2018) et l'Inde (septembre 2018) ont déjà pris la décision d'exclure Huawei des entreprises autorisées à déployer la 5G sur leur territoire national, une possibilité également envisagée par le Japon et la Grande Bretagne. Parmi les motifs de préoccupation : la sécurité de l'information, que Huawei pourrait être incité à partager avec les autorités chinoises. En septembre 2018, le Canada, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, la Grande-Bretagne et l'Australie se sont réunis en Australie dans le cadre des « Five Eyes ». Le dossier Huawei avait par ailleurs déjà fait l'objet d'échanges entre le Ministre Goodale et son homologue australien en août 2018.

Electronique : Alibaba, leader chinois du e-commerce, lance une filiale spécialisée dans les semi-conducteurs

Le leader chinois du commerce en ligne a annoncé le 19 septembre 2018 la création d'une filiale dédiée aux semi-conducteurs : Pingtou Ge (« ratel », en français : animal réputé pour sa férocité et sa ténacité), née de la fusion entre C-Sky Microsystems (concepteur de puces basé à Hangzhou, acquis en avril 2018 par Alibaba) et DAMO Academy, le département de recherche scientifique du groupe. Cette annonce a été faite à Hangzhou à l'occasion de la « Computing Conference » organisée par Alibaba. Le directeur du département technologique du groupe, Jeff Zhang, y a également annoncé la commercialisation de la première puce neuronale (NPU) du groupe en avril 2019. Pour rappel : différents plans de soutien de la filière des semi-conducteurs (dont « Made in China 2025 », qui dédie 150 Mds USD au secteur sur la période 2015-2025) se sont succédés en Chine depuis 20 ans afin que la Chine parvienne à s'émanciper de sa dépendance aux constructeurs étrangers dans le domaine.

Sur un tout autre sujet : le lendemain de cette annonce, Jack Ma est revenu sur sa promesse faite en janvier 2017 au Président américain, Donald Trump, de créer un million d'emplois aux États-Unis, au motif que les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis (dont il estime qu'elles dureront 20 ans) ne garantissaient plus les conditions propices pour ce faire.

Distribution hors ligne : JD.com accélère le déploiement de ses épiceries franchisées

A l'occasion d'un forum organisé à Chongqing, dans le centre de la Chine, Richard Liu, PDG de JD.com (« Jing Dong »), le numéro deux chinois du commerce électronique, a annoncé vouloir ouvrir 1 000 magasins « offline » franchisés par jour d'ici la fin de l'année. En avril 2018, Richard Liu avait déjà annoncé vouloir ouvrir un million d'épiceries dans les cinq prochaines années, dont la moitié en zones rurales. Ces épiceries sont opérées en franchise, JD.com proposant des prêts aux investisseurs privés

volontaires, qui assument le prix des loyers ainsi que les coûts de fonctionnement des magasins (main d'œuvre, eau, électricité etc.).

Pour rappel, la distribution hors ligne est devenue l'un des champs de bataille privilégié des principales plateformes numériques chinoises : alors que Tencent s'est allié avec Carrefour en janvier 2018, Alibaba s'était déjà rapproché de Sun Art (dont Auchan est actionnaire) en novembre 2017 cependant que le groupe déploie sa propre chaîne de supermarchés connectés : « Hema » (hippopotame, en français). Pour sa part, JD.com avait déjà investi 4,3 Mds CNY en août 2015 pour l'acquisition de 10% du capital des hypermarchés Yonghui (dont Tencent détient 5%) et lancé en janvier 2018, sur un modèle similaire à celui de Hema, la marque de supermarchés 7Fresh.

Administration : le Conseil des affaires de l'État précise les modalités de réorganisation de ses administrations en charge de la santé et des technologies

Dans la continuité de la restructuration des ministères décidée en mars 2018 à l'occasion des doubles assemblées (« lianghui », en chinois), le Conseil des affaires de l'État a fait plusieurs annonces concernant la réorganisation des administrations en charge de la santé et des technologies. Au sein de la [Commission nationale pour la santé](#), deux départements en charge, respectivement, de « la santé des personnes âgées » (老龄健康司) et de « la santé au travail » sont créés, cependant que trois anciens départements en charge du planning familial sont fusionnés en un seul, baptisé « département en charge de la supervision de la population et du développement familial ». Parallèlement, le [Ministère des sciences et technologies](#) (MOST) a mis sur pied une nouvelle agence en charge des transferts de technologie et de l'innovation régionale, dont la mission sera de promouvoir l'intégration de l'industrie avec les institutions d'éducation et de recherche, et de faire émerger des écosystèmes d'innovation régionaux.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : Discussions au *World Economic Forum*

Le *World Economic Forum* s'est tenu à Tianjin du 18 au 20 septembre. Plusieurs tables rondes ont été organisées sur les thèmes du développement durable, de l'énergie et des transports. Ont notamment été évoquées la place des nouvelles technologies dans le cadre de la transition énergétique et plus spécifiquement le sujet de l'efficacité énergétique. En effet, la Chine est le premier producteur mondial d'énergies renouvelables mais consomme qu'une partie de cette production compte tenu des déperditions énergétiques. En matière d'électricité, développer des réseaux électriques intelligents (*smart grids*) aux systèmes d'informations plus aboutis apparaît comme une solution possible à ce problème.

Retrouvez l'ensemble des interventions sur le site du *World Economic Forum*: <https://www.weforum.org>

Energie : Le Président de l'Administration nationale de l'énergie (NEA) appréhendé pour corruption

M. Nur Bekri, Président de l'Administration nationale de l'énergie (NEA) depuis le 31 décembre 2014 et vice-président de la Commission nationale du développement et de la réforme (en anglais NDRC, département ministériel en charge de la planification économique), est la cible d'une enquête menée par la Commission centrale d'inspection de la discipline du Parti communiste chinois pour « graves violations des lois disciplinaires du Parti ». En d'autres termes, il est soupçonné de corruption. Il a été appréhendé jeudi 20 septembre.

En mars 2018, des rumeurs avaient couru avant les deux *Liang hui* (session plénière de l'Assemblée nationale populaire et Conférence consultative politique du peuple chinois) sur le départ de M. Bekri et le Premier ministre avait annoncé la création d'un Ministère de l'énergie de plein exercice. Finalement, ces rumeurs s'étaient révélées fausses, et M. Bekri était resté à la tête de la NEA au statut inchangé.

Pour mémoire, la compétence en matière énergétique est partagée entre plusieurs organismes : la NEA, en charge de la régulation et de la planification économiques, le Ministère de l'industrie et des nouvelles technologies de l'information (MIIT), en charge des infrastructures énergétiques, le Ministère des ressources naturelles (MNR), en charge des ressources souterraines (houille et hydrocarbures), et le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), en charge de la sûreté nucléaire.

Energie : Hausse des cours du pétrole en Chine

La Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) a annoncé lundi 17 septembre une augmentation des prix de vente en Chine du gazole et du diesel prenant effet mardi 18 septembre de 145 yuans chinois (CNY) par tonne de carburant. Cela représente une augmentation d'environ 1,54% pour le gazole et 1,74% pour le diesel. Le précédent ajustement du cours avait été réalisé le 3 septembre, de 1,95% et 2,08% respectivement.

Cette augmentation suit la progression du cours de pétrole mondial soutenue depuis plusieurs semaines.



Transports : Présentation du savoir-faire ferroviaire chinois à « Innotrans », en Allemagne

Quelques 180 entreprises chinoises des transports participaient au Salon berlinois de rayonnement mondial « Innotrans », pour promouvoir l'expertise chinoise dans le secteur du rail. Le secteur du rail est en effet l'un des secteurs d'innovation prioritaires dans le cadre du plan Made In China 2025 et du 13^{ème} plan quinquennal et joue également un rôle prééminent dans la stratégie des Nouvelles routes de la soie.

A Innotrans, la société d'état chinoise CRRC (China Railway Rolling Stock Corporation) a exposé sa nouvelle locomotive à faibles émissions développée pour Deutsche Bahn, qui en a commandé 4 cette année, avec une option sur 16 autres véhicules supplémentaires d'ici 2021. Fabriquée en fibres de carbone, la locomotive est 13% plus légère qu'une locomotive de modèle traditionnel et propose jusqu'à 30% d'économie d'énergie grâce à un fonctionnement sur batteries, au diesel et électricité du réseau. Pour CRRC, cette commande représente une étape importante dans sa stratégie de développement du marché européen haut-de-gamme. La locomotive équiperait une ligne ferroviaire souterraine de métro régional à Francfort. En juillet dernier, CRRC et l'équipementier ferroviaire allemand Voith ont annoncé la création d'une nouvelle co-entreprise en Allemagne.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG ET MACAO

Gestion des terres : un enjeu pour le développement économique à Hong Kong

La task force dédiée créée en avril 2018 par le gouvernement achèvera sa consultation publique le 26 septembre mais ne remettra pas son rapport sur les solutions relatives à la pénurie de terres constructibles à Hong Kong estimé à plus de 1200 ha, avant la fin de l'année. Un rapport intermédiaire pourrait être remis à la chef de l'exécutif Carrie LAM avant son discours de politique générale du 10 octobre, très attendu sur ce sujet, mais sans conclusion sur les options préconisées.

Transport : le TGV entre Hong Kong et Canton débutera ses opérations pour le public le 23 septembre

Projet contesté sur le plan politique (contrôle douanier à Hong Kong par la Chine, question des transferts de données personnelles à la Chine) ce projet, lancé en 2014, aura coûté plus de 8 milliards USD et constitue une étape concrète dans le rattachement de Hong Kong à la Chine dans le cadre du *Greater bay Area* qui vise à constituer une région économique intégrée entre Hong Kong, Macao et les villes chinoises de la région. La liaison Hong Kong – Shenzhen – Canton se fera en 48 minutes contre le double actuellement.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong.

Adresse : N°60 Tianzulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Yongyou Tang, Camille Bortolini, Furui Ren, Pierre Martin, Antoine Bernez, Valérie Liang-Champrenault.

Revu par : David Karmouni, Estelle Jacques, Pierre Martin et Jean-Philippe Dufour.

Responsable de publication : Philippe Bouyoux